

A/PM/2022/08/015  
**REGLEMENTANT**  
**LE STATIONNEMENT**  
**CHEMIN DES FABRIQUES**

	<p><b>Le Maire de Montagnac</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Vu</b> le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 , L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6.</li> <li>• <b>Vu</b> le code de la route et notamment les articles L.411-1 à L.411-7, R110-1,R110-2, R.411-8, R.411-25, R.417-3 et R.417-12.</li> <li>• Vu l'instruction interministérielle en cours sur la signalisation routière, livre I, quatrième, cinquième, septième et huitième parties.</li> <li>• <b>Vu</b> l'article R 610-5 du code pénal.</li> <li>• <b>Vu</b> les travaux de voirie effectués par les Services Techniques de la Mairie de Montagnac et notamment la pose d'une dalle de béton</li> </ul> <p style="text-align: center;"><b>A compter du lundi 29 août 2022 au vendredi 30 septembre 2022</b></p> <p style="text-align: center;"><b>La troisième place de parking située dans le sens de circulation du Chemin des Fabriques sera interdite au stationnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Considérant</b> que le stationnement des véhicules sur la voie publique peut compromettre la sécurité des usagers et la commodité de la circulation à cette occasion.</li> <li>• <b>Considérant</b> qu'il y-a lieu d'apporter des restrictions au stationnement à cette occasion.</li> </ul>
<p><b>ARTICLE 1</b></p>	<p>Le stationnement sera interdit sur la troisième place de parking située dans le sens de circulation Chemin des Fabriques</p> <p style="text-align: center;"><b>A compter du lundi 29 août 2022 au vendredi 30 septembre 2022</b></p>
<p><b>ARTICLE 2</b></p>	<p>Des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté seront mis en place <b>par les services techniques</b> pour permettre l'application et le respect de cet arrêté,</p>
<p><b>ARTICLE 3</b></p>	<p>Monsieur Le Secrétaire Général, Messieurs les agents assermentés de la Commune, Monsieur Le Chef de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.</p>

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le :

Fait à Montagnac, le 24/08/2022

Le Maire  
Yann LLOPIS

  
